

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1922.

Projet de loi portant approbation de l'Accord franco-belge du 25 octobre 1921
relatif au règlement des conflits d'attributions en matière de réparation de
dommages de guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par un Arrangement conclu entre la Belgique et la France, le 9 octobre 1919, pour la réparation des dommages de guerre, chacun des deux pays s'est engagé à assurer le bénéfice de sa législation interne aux ressortissants de l'autre sinistrés sur son territoire.

Le principe de la territorialité des deux législations n'étant pas toujours compris de la même manière, des conflits d'attributions se sont produits à différentes reprises.

Pour assurer l'unité d'action, faciliter l'application de l'Arrangement du 9 octobre 1919, éviter et au besoin résoudre les conflits de compétence éventuels, la nécessité était apparue au Gouvernement belge de régler par un Arrangement nouveau entre la Belgique et la France, les conflits négatifs et positifs susceptibles de se produire entre les juridictions françaises et les juridictions belges des dommages de guerre. Le Gouvernement du Roi a émis l'avis qu'une Commission mixte franco-belge pourrait être chargée de résoudre ces conflits.

Des négociations furent donc engagées dans ce but. Elles aboutirent à un accord, signé à Paris le 25 octobre 1921, entre les représentants des Gouvernements belge et français, et instituant une Commission qui aura pour rôle de :

1° Résoudre les conflits négatifs résultant ou pouvant résulter, pour les nationaux des deux pays, de décisions et de jugements d'incompétence rendus à la fois en France et en Belgique en matière de réparation des dommages de guerre ; transmettre, après examen, les dossiers à la Commission cantonale ou au Tribunal des dommages de guerre qui sera déclaré compétent ;

2° Éviter pour l'avenir, dans la mesure du possible, le retour de pareils conflits, en statuant sur la territorialité chaque fois que des doutes s'élèvent ;

3° Prendre les mesures de contrôle nécessaires pour éviter les conflits positifs, résultant de l'attribution au même individu d'une indemnité de réparation pour dommages de guerre dans chacun des deux pays.

Éventuellement, en cas de fraude, la Commission mixte pourra demander aux juridictions compétentes la déchéance de l'intéressé de tous droits à réparation.

La Commission pourra être saisie, soit d'office par le Gouvernement intéressé, soit par requête du sinistré après qu'une juridiction se sera déclarée incompétente dans l'un des deux pays.

Dès que les juridictions belges et françaises seront saisies d'un dommage dont la territorialité n'est pas suffisamment prouvée et pour lequel, sans la Convention, elles se déclareraient incompétentes, elles rendront un jugement interlocutoire renvoyant directement le dossier à la Commission qui statuera quant à la question de territorialité.

Cette procédure permettra au Tribunal primitivement saisi de l'affaire, de la reprendre si la Commission décide que le dommage doit être considéré comme subi sur le territoire du pays de cette juridiction ou de rendre, au cas opposé, un jugement définitif d'incompétence: elle transmettra alors le dossier au Tribunal déclaré compétent.

La Commission statuera par arrêt motivé.

Elle désignera l'État dont les juridictions sont compétentes. Elle n'aura pas à connaître du fond.

Les arrêts de la Commission ne seront susceptibles d'aucun recours et la juridiction régulièrement déclarée compétente ne pourra plus être admise à soulever l'exception d'incompétence *ratione loci*.

Les demandes régulièrement introduites dans l'un des deux pays seront considérées comme ayant été valablement introduites dans l'autre, si les Tribunaux de ce dernier sont ultérieurement reconnus compétents.

La Commission se compose de trois délégués du Gouvernement belge et de trois délégués du Gouvernement français, et d'un nombre égal de délégués suppléants chargés de remplacer, en cas d'absence, les membres titulaires de même nationalité.

Le plus grand nombre des affaires dont la Commission aurait à connaître, ont déjà été introduites et instruites à Paris. Il a paru, dans ces conditions, que le siège du nouvel organisme devait dès lors être établi en cette ville.

En instituant la Commission mixte franco-belge, l'accord du 25 octobre 1921 a dérogé à la loi belge sur la réparation des dommages de guerre, qui n'envisage ni les difficultés exposées ci-dessus, ni le moyen de les résoudre. En conséquence, il doit être soumis à l'approbation du Parlement. Tel est l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

CONVENTION

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de régler les conflits de compétence existant en matière de réparation des dommages de guerre entre les juridictions belges et les juridictions françaises et de réduire le plus possible le nombre des conflits pouvant s'élever entre les juridictions des deux pays, ont décidé de conclure à cet effet une Convention et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

M. le Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Ambassadeur de Belgique à Paris,

M. BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

En vue de faciliter l'application de l'Accord franco-belge du 9 octobre 1919 sur la réparation des dommages de guerre et des dispositions annexes, il est institué à Paris une commission mixte dite « Commission franco-belge des conflits en matière de dommages de guerre » et chargée :

1° De résoudre les conflits négatifs qui peuvent résulter pour leurs ressortissants de jugements et décisions d'incompétence rendus à leur encontre à la fois dans les deux pays en matière de réparation des dommages de guerre ;

2° D'empêcher la conséquence de ces doubles décisions qui consiste dans l'attribution, au même individu, d'une indemnité en réparation des dommages de guerre, dans chacun des deux pays ;

3° De prévenir pour l'avenir et dans la mesure du possible la naissance de pareils conflits, soit positifs, soit négatifs.

ART. 2.

La Commission se compose de trois délégués du Gouvernement belge et de trois délégués du Gouvernement français et d'un nombre égal de délégués suppléants chargés de remplacer en cas d'absence les membres titulaires de même nationalité.

La Commission ne peut valablement siéger que si trois membres au moins, titulaires ou suppléants, sont présents.

Le Président appelle à délibérer en nombre égal, les membres les plus anciens des deux délégations. Les autres membres de la délégation la plus nombreuse auront simplement voix consultative.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. 3.

La Commission nomme, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix, deux Présidents, l'un Belge, l'autre Français.

Deux Vice-Présidents sont élus dans les mêmes formes pour suppléer respectivement le Président appartenant à la même délégation, en cas d'absence de ce dernier.

Le Président français et le Président belge alternent entre eux à chaque séance, et sans que l'ordre puisse être interverti, dans l'exercice effectif de la présidence de la Commission.

Il n'y aura d'exception à cette règle que si une affaire est mise en continuation à une audience ultérieure, auquel cas le Président qui a commencé l'examen de l'affaire restera compétent pour le terminer.

ART. 4.

Chacune des Hautes Parties Contractantes est représentée devant la Commission par un Commissaire du Gouvernement, assisté d'un suppléant chargé de le remplacer en cas d'absence.

Un Secrétaire français et un Secrétaire belge sont attachés à la Commission et remplissent les fonctions de greffier.

Ils travaillent tous deux sous la discipline du Président en exercice.

ART. 5.

La Commission est saisie, soit d'office par le Gouvernement intéressé, soit par une requête du sinistré après jugement d'incompétence par une juridiction d'un des deux pays. Cette requête est déposée au secrétariat de la Commission.

Le Secrétaire français donne décharge des dossiers des dommages de guerre à transférer de France en Belgique et dépose aux greffes français, contre récépissé, les dossiers qui leur sont envoyés de Belgique.

Le Secrétaire belge donne décharge des dossiers de dommages de guerre à transférer de Belgique en France et dépose aux greffes belges, contre récépissé, les dossiers qui leur sont envoyés de France.

Ces transferts sont inscrits par les Secrétaires sur un registre spécial.

Les juridictions belges et françaises sont autorisées, chaque fois que des doutes peuvent s'élever quant à la territorialité des dommages, à saisir directement, avant jugement d'incompétence, la Commission par jugement interlocutoire.

ART. 6.

Le Secrétaire français a qualité pour donner récépissé à l'État, aux juridictions et aux ressortissants français, des dossiers donnant ou pouvant donner lieu à

conflit et destinés à être soumis à la Commission, ainsi que pour recevoir décharge des juridictions françaises, retirant les dossiers qui leur sont attribués par la Commission.

Le Secrétaire belge a qualité pour donner récépissé à l'État, aux juridictions et aux ressortissants belges, des dossiers donnant ou pouvant donner lieu à conflit et destinés à être soumis à la Commission, ainsi que pour recevoir décharge des juridictions belges, retirant les dossiers qui leur sont attribués par la Commission.

Le rôle de la Commission est tenu en double par ces secrétaires sur des registres où ils se donnent mutuellement décharge, le numéro d'inscription des affaires étant pour chacune d'elles le même sur les deux registres.

ART. 7.

Les affaires inscrites sous le numéro impair sont attribuées au Président français, les autres au Président belge.

Le Président compétent désigne un rapporteur n'appartenant pas à la même délégation que lui.

Celui-ci dépose au Secrétariat un rapport écrit qui est communiqué, avant l'audience, aux Commissaires des Gouvernements et aux parties.

ART. 8.

Les avocats inscrits à un barreau et les officiers ministériels peuvent être chargés, par les parties intéressées, de les représenter devant la Commission.

Les avocats inscrits à un barreau et les avoués près le Tribunal de la Seine et la Cour d'appel de Paris sont dispensés de produire une procuration devant la Commission.

Les parties et leurs représentants peuvent prendre communication du dossier au Secrétariat de la Commission sans déplacement.

ART. 9.

Le rapport est lu en séance publique; immédiatement après la lecture du rapport, les représentants des parties peuvent présenter des observations orales. Les Commissaires des Gouvernements sont ensuite entendus dans leurs conclusions.

ART. 10.

La Commission statue par arrêt motivé. Elle désigne l'État dont les juridictions de dommages sont compétentes pour connaître de l'affaire qui lui est soumise. Elle n'a pas à s'immiscer dans le fond des affaires.

La délégation de l'État dont les juridictions ont été reconnues compétentes, émet un avis motivé sur la juridiction particulière de cet état qui doit être saisie du litige.

L'exception d'incompétence territoriale ne peut plus être soulevée par cette

juridiction; au cas où elle aurait déjà rendu un jugement d'incompétence avant que la Commission se soit prononcée, ce jugement sera réputé non avenu et la cause sera instruite au fond.

ART. 11.

Les arrêts de la Commission portent en tête la mention qu'ils ont été rendus en vertu de la présente convention. Ils ne sont susceptibles d'aucun recours. Ils contiennent les noms et conclusions des parties, s'il y a lieu, le vu des pièces principales, les motifs, les noms des membres délibérants et consultants. La minute est signée par le Président, le Rapporteur et les Secrétaires. Ceux-ci en délivrent une expédition au Ministre chargé, dans l'État dont ils relèvent, des questions de dommages de guerre, en même temps qu'une expédition de l'avis motivé émis par la délégation de leur pays en conformité de l'article 10.

ART. 12.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de la Commission seront supportées, par moitié, entre les deux États contractants.

ART. 13.

Les demandes introduites régulièrement et en temps utile dans l'un des deux pays intéressés, seront considérées comme ayant été valablement introduites dans le pays qui sera déclaré compétent.

ART. 14.

La présente Convention entrera en vigueur dans chaque pays, dès sa ratification.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 25 octobre 1921.

(S.) E. DE GAIFFIER.

(S.) BRIAND.

ANNEXE AU N° 27.

Projet de loi portant approbation de l'Accord franco-belge du 25 octobre 1921 relatif au règlement des conflits d'attributions en matière de réparation de dommages de guerre.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives, par Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques :

ARTICLE UNIQUE.

L'Arrangement signé à Paris le 25 octobre 1921 avec la France relativement au règlement des conflits d'attributions en matière de réparation de dommages de guerre, est approuvé.

Le dit Arrangement sera textuellement inséré au *Moniteur*, en même temps que la présente loi.

BIJLAGE VAN N° 27.

Wetsvoorstel tot goedkeuring der Fransch-Belgische Overeenkomst van 25 October 1921 betreffende de regeling der geschillen omtrent de bevoegdheid in zake herstel van oorlogsschade.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en Economische Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, door Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Economische Zaken bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EENIG ARTIKEL.

De op 25 October 1921 te Parijs met Frankrijk onderteevende schikking, betreffende de regeling der geschillen omtrent de bevoegdheid in zake herstel van oorlogsschade, is goedgekeurd.

Gezegde schikking zal woordelijk in den *Moniteur* ingelascht worden, samen met deze wet.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1922. Gegeven te Brussel, den 12ⁿ Januari 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Pour le Ministre

Voor den Minister

des Affaires Étrangères absent :

van Buitenlandsche Zaken afwezig :

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Gezondheid,*

PAUL BERRYER.

Le Ministre des Affaires Économiques, | De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1922.

Wetsvoorstel tot goedkeuring der Fransch-Belgische Overeenkomst van 25 October 1921 betreffende de regeling der geschillen omtrent de bevoegdheid in zake herstel van oorlogsschade.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MUNE HEEREN,

Door eene schikking gesloten tusschen België en Frankrijk op 9 October 1919, voor het herstel van oorlogsschade, heeft elk der beide landen zich verbonden aan de onderdanen van het andere, die op zijn grondgebied schade geleden hebben, het genot van zijne inwendige wetgeving te verzekeren.

Daar echter het door beide wetgevingen aangenomen beginsel van de territorialiteit niet altijd op dezelfde wijze begrepen werd, zijn verscheidene malen geschillen omtrent de bevoegdheid ontstaan.

Om de eenheid van handelen te verzekeren, de toepassing der Schikking van 9 October 1919 te vergemakkelijken, de eventuele geschillen omtrent de bevoegdheid te vermijden en zoo noodig op te lossen, was het aan de Belgische Regeering noodzakelijk gebleken door eene nieuwe schikking tusschen België en Frankrijk de negatieve en positieve geschillen, die zich zouden kunnen voordoen tusschen de Fransche en de Belgische gerechtshoven voor oorlogsschade, te regelen. De Belgische Regeering heeft als haar gevoelen te kennen gegeven dat eene Gemengde Fransch-Belgische Commissie belast zou kunnen worden met het oplossen dezer geschillen.

Met dit doel werden er dus onderhandelingen aangeknoopt. Deze hebben tot eene overeenkomst geleid, welke geteekend werd te Parijs, den 25^e October 1921, tusschen de vertegenwoordigers der Belgische en der Fransche Regeeringen, en waarbij eene Commissie werd ingesteld die voor opdracht zal hebben :

1° De negatieve geschillen op te lossen, die voor de onderhoorigen van beide landen ontstaan uit de beslissingen en vonnissen van onbevoegdheid tegelijkertijd in Frankrijk en in België in zake herstel van oorlogsschade uitgesproken; na onderzoek de dossiers te overhandigen aan de Kantonale Commissie of aan de Rechtbank voor oorlogsschade die bevoegd zal verklaard zijn;

2° Voor de toekomst in de mate van het mogelijke het herhalen van dergelijke geschillen te vermijden door over de territorialiteit te beslissen telkens er twijfel oprijst;

3° De noodige toezichtsmaatregelen te nemen om positieve geschillen, voortkomend uit het toewijzen aan eenen zelfden persoon van eene vergoeding tot herstel van oorlogsschade in elk der beide landen, te vermijden.

Eventueel zal, in geval van bedrog, de Gemengde Commissie aan de bevoegde gerechtshoven de vervallenverklaring van den belanghebbende van alle rechten op herstel kunnen vragen.

De zaken zullen bij de Commissie aanhangig kunnen worden gemaakt hetzij door de belanghebbende Regeering, handelend uit eigen beweging, hetzij door een verzoekschrift van den geteisterde nadat een gerechtshof in een van beide landen zich onbevoegd zal hebben verklaard.

Zoodra bij de Belgische en Fransche gerechtshoven eene zaak van oorlogsschade aanhangig is gemaakt, waarvan de territorialiteit niet voldoende bewezen is en waarvoor zij zich, zonder de Overeenkomst, onbevoegd zouden verklaren, zullen zij een tusschenvonnissen vellen, waardoor het dossier rechtstreeks naar de Commissie wordt verzonden, welke over de vraag der territorialiteit zal beslissen.

Deze handelwijze zal aan de Rechtbank, waarbij de zaak eerst aanhangig gemaakt werd, toelaten ze te hervatten, indien de Commissie beslist dat de schade moet beschouwd worden als geleden op het grondgebied van het land van dit gerechtshof of in tegenovergesteld geval een eindvonnis van onbevoegdheid te vellen : zij zal dan het dossier aan de bevoegd verklaarde rechtbank toezenden.

De Commissie doet uitspraak door een met redenen omkleed vonnis.

Zij wijst den Staat aan wiens gerechtshoven bevoegd zijn. Zij zal zich niet bezighouden met den grond der zaken.

De vonnissen der Commissie zijn voor geen verhaal vatbaar en aan het regelmatig bevoegd verklaard gerechtshof zal het niet meer toegelaten zijn de uitneming van onbevoegdheid *ratione loci* op te werpen.

De in een van beide landen regelmatig ingediende verzoeken zullen als op geldige wijze ingediend beschouwd worden in het andere, indien de rechtbanken van dit laatste later als bevoegd erkend worden.

De Commissie bestaat uit drie afgevaardigden van de Belgische Regeering en drie afgevaardigden van de Fransche Regeering, en uit een gelijk aantal plaatsvervangende afgevaardigden, die gelast zijn de werkelijke leden derzelfde nationaliteit in geval van afwezigheid te vervangen.

Het meerendeel der zaken waarvan de Commissie zou moeten kennis nemen werd reeds te Parijs ingeleid en onderzocht. In deze omstandigheden is gebleken dat de zetel van het nieuwe organisme dientengevolge in deze stad moest gevestigd worden.

Door de instelling der Gemengde Fransch-Belgische Commissie is de Overeenkomst van 25 October 1921 afgeweken van de Belgische wet over het herstel van oorlogsschade, die noch de hierboven uiteengezette moeilijkheden, noch de middelen om ze op te lossen voorziet. Dienvolgens moet de Overeenkomst aan de goedkeuring van het Parlement worden onderworpen. Zulks is het voorwerp van het wetsontwerp dat wij de eer hebben, Mijne Heeren, aan Uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

OVEREENKOMST

DE REGEERING VAN ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN EN DE REGEERING DER FRANSCH-REPUBLIC wenschende de geschillen van bevoegdheid bestaande in zake herstel van oorlogsschade tusschen de Belgische gerechtshoven en de Fransche gerechtshoven te regelen en zooveel mogelijk het aantal geschillen, welke tusschen de gerechtshoven van beide landen zouden kunnen oprijzen, te verminderen, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd :

Den heer Baron DE GAFFIER D'HESTROY, Ambassadeur van België te Parijs,

Den heer BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandsche Zaken,

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben uitgewisseld, overeengekomen zijn aangaande de volgende beschikkingen :

ARTIKEL ÉÉN.

Ten einde de toepassing der Fransch-Belgische Schikking van 9 October 1919 betreffende herstel van oorlogsschade en der toegevoegde beschikkingen te vergemakkelijken, wordt te Parijs ingesteld eene gemengde commissie genaamd : « Fransch-Belgische Commissie der geschillen in zake oorlogsschade » welke er mede belast is :

1° De negatieve geschillen op te lossen, die voor hunne onderhoorigen kunnen ontstaan uit vonnissen en beslissingen van onbevoegdheid tegen hen tegelijkertijd in beide landen in zake herstel van oorlogsschade uitgesproken;

2° Het gevolg van deze dubbele beslissingen te vermijden, hetwelk bestaat in de toewijzing aan eenen zelfden persoon van eene vergoeding tot herstel van oorlogsschade in elk der beide landen;

3° Voor de toekomst en in de mate van het mogelijke het ontstaan van dergelijke geschillen, hetzij positieve, hetzij negatieve, te voorkomen.

ART. 2.

De Commissie bestaat uit drie afgevaardigden der Belgische Regeering en drie afgevaardigden der Fransche Regeering en uit een gelijk aantal plaatsvervangende afgevaardigden die gelast zijn de werkelijke leden derzelfde nationaliteit in geval van afwezigheid te vervangen.

De Commissie kan slechts op geldige wijze zetelen wanneer ten minste drie leden, werkelijke of plaatsvervangende, tegenwoordig zijn.

De Voorzitter roept in gelijk getal de oudste leden der beide afvaardigingen op om te beraadslagen. De andere leden der talrijkste afvaardiging zullen slechts raadgevende stem hebben.

In geval van staking van stemmen is die van den Voorzitter beslissend.

ART. 3.

De Commissie benoemt, bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid der stemmen, twee Voorzitters waarvan de eene Belg en de andere Franschman is.

Twee Onder-Voorzitters worden op dezelfde wijze gekozen om respectievelijk den Voorzitter die tot dezelfde afvaardiging behoort te vervangen in geval van afwezigheid van dezen laatste.

De Fransche Voorzitter en de Belgische Voorzitter nemen bij beurten bij elke vergadering de werkelijke uitoefening van het voorzitterschap der Commissie waar, zonder dat de volgorde kunne werwisseld worden.

Er zal slechts uitzondering op dezen regel gemaakt worden, wanneer eene zaak op eene volgende vergadering verder behandeld wordt, in welk geval de Voorzitter die het onderzoek der zaak begonnen heeft, bevoegd zal blijven om het tot een einde te brengen.

ART. 4.

Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen wordt vóór de Commissie vertegenwoordigd door eenen Regeeringscommissaris, bijgestaan door eenen plaatsvervanger, die gelast is hem te vervangen in geval van afwezigheid.

Een Fransche Secretaris en een Belgische Secretaris worden aan de Commissie verbonden en bekleeden het ambt van griffier.

Zij werken beiden onder leiding van den Voorzitter in functie.

ART. 5.

De zaken worden bij de Commissie aanhangig gemaakt hetzij door de belanghebbende Regeering, handelend uit eigen beweging, hetzij door een verzoekschrift van den geteisterde na uitspraak van een vonnis van onbevoegdheid door een gerechtshof van een der beide landen. Dit verzoekschrift wordt op het Secretariaat der Commissie neergelegd.

De Fransche Secretaris geeft ontlasting der dossiers van oorlogsschade die van Frankrijk naar België over te dragen zijn en legt tegen ontvangstbewijs op de Fransche griffies de dossiers neer die hun uit België worden toegezonden.

De Belgische Secretaris geeft ontlasting der dossiers van oorlogsschade die van België naar Frankrijk over te dragen zijn en legt tegen ontvangstbewijs op de Belgische griffies de dossiers neer die hun uit Frankrijk worden toegezonden.

Deze overdrachten worden door de Secretarissen in een bijzonder register ingeschreven.

De Belgische en Fransche gerechtshoven zijn gemachtigd, telkens er twijfel

mocht oprijzen omtrent de territorialiteit der schade, rechtstreeks, vóór elk vonnis van onbevoegdheid, de zaak door een tusschenvonnis bij de Commissie aanhangig te maken.

ART. 6.

De Fransche Secretaris is bevoegd om aan den Franschen Staat, aan de Fransche gerechtshoven en aan de Fransche onderhoorigen een ontvangstbewijs te geven van de dossiers welke aanleiding geven of kunnen geven tot geschillen en die aan de Commissie moeten worden onderworpen, alsmede om ontlasting te verkrijgen van de Fransche gerechtshoven die de dossiers, hun door de Commissie toegewezen, afhalen.

De Belgische Secretaris is bevoegd om aan den Belgischen Staat, aan de Belgische gerechtshoven en aan de Belgische onderhoorigen een ontvangstbewijs te geven van de dossiers welke aanleiding geven of zouden kunnen geven tot geschillen en die aan de Commissie moeten worden onderworpen, alsmede om ontlasting te verkrijgen van de Belgische gerechtshoven, die de dossiers, hun door de Commissie toegewezen, afhalen.

De rol der Commissie wordt door deze Secretarissen in dubbel gehouden op registers waarop zij zich wederkeerig ontlasting geven, het inschrijvingsnummer der zaken vóór elk dezer op beide registers hetzelfde zijnde.

ART. 7.

De zaken onder onpare nummers ingeschreven worden aan den Franschen Voorzitter toegewezen, de andere aan den Belgischen Voorzitter.

De bevoegde Voorzitter wijst een verslaggever aan die niet tot dezelfde afvaardiging als hijzelf behoort.

Deze legt op het Secretariaat een geschreven verslag neer dat vóór de zitting aan de Regeeringscommissarissen en aan de partijen wordt medegedeeld.

ART. 8.

De bij eene balie ingeschreven advocaten en de ministerieele ambtenaren kunnen door de betrokken partijen gelast worden hen vóór de Commissie te vertegenwoordigen.

De bij eene balie ingeschreven advocaten en de pleitbezorgers bij de Rechtbank der Seine en het Beroepshof te Parijs zijn van de overlegging eener volmacht voor de Commissie vrijgesteld. De partijen en hunne vertegenwoordigers kunnen zonder verplaatsing op het Secretariaat der Commissie inzage verkrijgen van het dossier.

ART. 9.

Het verslag wordt in openbare zitting gelezen; onmiddellijk na lezing van het verslag kunnen de vertegenwoordigers der partijen mondelinge opmerkingen maken. De Regeeringscommissarissen worden daarna in hunne besluiten gehoord.

ART. 10.

De Commissie doet uitspraak door een met redenen omkleed vonnis. Zij wijst den Staat aan wiens gerechtshoven voor oorlogsschade bevoegd zijn om kennis te nemen van de hun voorgelegde zaak. Zij heeft zich niet bezig te houden met den grond der zaken.

De afvaardiging van den Staat, wiens gerechtshoven als bevoegd erkend werden, geeft een met redenen omkleed advies aangaande het bijzondere gerechtshof van dezen staat waarbij het geschil aanhangig moet worden gemaakt.

De uitneming van plaatselijke onbevoegdheid kan door dit gerechtshof niet meer worden opgeworpen; ingeval het reeds een vonnis van onbevoegdheid zou gevelde hebben vooraleer de Commissie uitspraak heeft gedaan, zal dit vonnis als niet bestaande worden geacht en zal de grond der zaak worden behandeld.

ART. 11.

De vonnissen der Commissie vermelden bovenaan dat zij krachtens deze Overeenkomst werden gevelde. Zij zijn voor geen verhaal vatbaar. Zij bevatten de namen en de besluiten der partijen, indien noodig de aanvoering der voornaamste stukken, de redenen, de namen der beraadslagende en der raadgevende leden. De minuut wordt geteekend door den Voorzitter, den verslaggever en de Secretarissen. Deze laatsten geven er een afschrift van aan den Minister belast, in den Staat waarvan zij afhangen, met de kwesties van oorlogsschade, tegelijkertijd met een afschrift van het met redenen omkleed advies gegeven door de afvaardiging van hun land in overeenkomst met artikel 10.

ART. 12.

De voor de werking der Commissie noodige uitgaven zullen door elk der Verdragsluitende Staten voor de helft gedragen worden.

ART. 13.

De in een der beide betrokken landen regelmatig en tijdig ingediende verzoeken zullen in het bevoegd verklaarde land als op geldige wijze ingediend beschouwd worden.

ART. 14.

Deze Overeenkomst wordt van kracht in elk der beide landen zoodra zij bekrachtigd is.

Ter Oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst geteekend en van hunne stempels voorzien hebben.

Gedaan te Parijs, in dubbel exemplaar, den 25^e October 1921.

(G.) E. DE GAIFFIER.

(G.) BRIAND.
